

**ASSOCIATION DE L'AIDE FAMILIALE POPULAIRE (C.S.F.) DE
LORIENT**

Siège social : 2, Rue Professeur MAZE - 56100 LORIENT

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Geirec
Expertise comptable
Audit

SAS GEIREC
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

18 rue de Kerhoas
56260 LARMOR-PLAGE

Aux membres de l'association de l'Aide Familiale Populaire (C.S.F) de Lorient,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association de l'Aide Familiale Populaire (C.S.F.) de Lorient** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe des comptes annuels expose les faits caractéristiques de l'exercice et rappelle les informations liées aux règles et méthodes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Le conseil d'administration présente à l'assemblée un compte rendu portant sur l'ensemble de sa gestion. Aucune diligence s'y rattachant, n'est requise par la loi.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

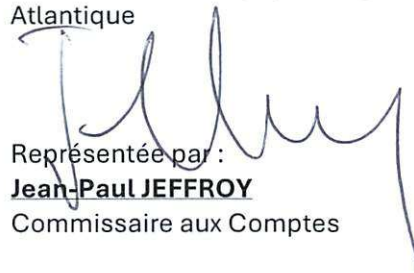
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
 - il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
-
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LARMOR-PLAGE,
Le 16/09/2025

SAS GEIREC LORIENT

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest
Atlantique



Représentée par :

Jean-Paul JEFFROY

Commissaire aux Comptes

ASSOCIATION DE L'AIDE FAMILIALE POPULAIRE (C.S.F.) DE LORIENT

Siège social : 2, Rue Professeur MAZE - 56100 LORIENT

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

- BILAN ACTIF ESMS -

AIDE FAMILIALE POPULAIRE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N			N-1
	Brut	Amort. et	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	4 560	4 560		
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	49 925	41 673	8 252	2 793
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées aux participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	205 451	4 904	200 547	139 045
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	39 194		39 194	25 313
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	20 252		20 252	20 252
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	546 403		546 403	605 476
Charges constatées d'avance	803		803	2 237
TOTAL II				
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	866 587	51 137	815 451	795 116
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



- BILAN PASSIF ESMS -

AIDE FAMILIALE POPULAIRE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires sans droit de reprise		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	85 767	90 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	104 827	109 060
Report à nouveau	236 875	227 492
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-3 853	282
Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficits)	41 855	5 150
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	39 566	7 396
Situation Nette (sous-total)		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I		
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	74 434	72 795
TOTAL III		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 579	25 731
Dettes fiscales et sociales	312 285	316 954
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 595	37 934
Produits constatés d'avance		
Instruments de trésorerie		
TOTAL IV		
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V)	815 451	795 116
Renvois :		
(1) Dettes :		
à plus d'un an		
à moins d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :		
(3) Dont emprunts participatifs :		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

- COMPTE DE RESULTAT ESMS -

AIDE FAMILIALE POPULAIRE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Dont les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico sociales		
Ventes de prestations de services	1 967 452	1 887 096
Dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Dont parrainages		
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 220	2 882
Dont les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico sociales		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	27 671	36 019
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	56 804	18 929
Total I		
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	243 423	187 222
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	111 507	118 699
Salaires et traitements	1 304 193	1 268 247
Charges sociales	352 368	383 291
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 753	2 923
Dotations aux provisions	8 303	5 567
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	3 905	7 765
Total II		
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	28 695	-28 788
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	628	466
Autres intérêts et produits assimilés	12 533	6 267
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III		



- COMPTE DE RESULTAT ESMS -

AIDE FAMILIALE POPULAIRE

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV		
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	13 160	6 733
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	41 855	-22 055
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		37 745
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		10 540
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		27 205
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	2 068 307	1 989 404
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 026 452	1 984 254
EXCEDENT OU DEFICIT	41 855	5 150
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	12 000	12 000
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	12 000	12 000
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		



ANNEXE COMPTABLE

AIDE FAMILIALE POPULAIRE

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 815 451€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice net comptable de 41 855€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Informations et méthodes comptables :

Informations générales et faits significatifs de l'exercice :

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

Information au titre des principes et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-01 du 12 mai 2023 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Rappel de notions Gestion contrôlée/Gestion propre :

Ces deux notions représentent une distinction essentielle pour l'Association en termes d'analyse de gestion.

La Gestion contrôlée de l'Association :

Les activités en gestion contrôlée sont les budgets soumis aux règles comptables de la M22 (tarification par groupes fonctionnels) et financés par le Conseil Départemental. Ces budgets relèvent du décret de tarification du 22 octobre 2003.

Le financement de la CAF s'effectue depuis le 1er janvier 2022 via une subvention de fonctionnement qui a les caractéristiques d'une prestation de service à la fonction. Elle est calculée en fonction des dépenses et du nombre d'Equivalent Temps Plein du service.

Le déficit ou résultat du fonctionnement du service est libre d'affectation par le service SAAD.

Dans le cadre de la tarification avec le Conseil Départemental pour les heures relevant du service "aides sociales" (PCH, APA, aide sociale), l'Association a signé un CPOM (contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens) en septembre 2022 avec le service Direction autonomie-Gestion de l'offre (avec effet rétroactif au 01/01/2022).

Ce contrat est conclu pour une durée de 5 ans.

Le déficit ou résultat du fonctionnement du service est libre d'affectation par le service SAAD.

Le résultat des activités en gestion contrôlée a un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification.

La Gestion propre de l'Association :

Elle représente :

- Les activités en gestion propre : activités ne faisant pas l'objet de reprise de résultat par les financeurs (service emplois familiaux)
- Les actions de l'association relevant de ses choix de gestion internes ou des charges inhérentes à son fonctionnement. Il s'agit principalement des éléments de gestion de site et du résultat du siège social
- Les éléments de gestion initiés par la gestion contrôlée mais dont le financeur a rejeté a posteriori la charge.

-Les déficits ou résultats du fonctionnement des services laissés à la libre affectation par les financeurs (CPOM/CAF).

Les résultats de la gestion propre " appartiennent " pleinement à l'association et ne font pas l'objet de mécanismes de reprise de résultat.

Informations sur les postes de l'actif du bilan :

État de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévues.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

• État de l'actif Immobilisé :

Immobilisations	Valeur Brut début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisitions	- Virements	- Cessions/rebuts	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	4 560	-	-	-	-	4 560
Total Immobilisations Incorporelles (I)	4 560	-	-	-	-	4 560



Immobilisations	Valeur Brut début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisitions	- Virements	- Cessions/rebuts	Valeur brute fin exercice
Terrain	-	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 712	-	8 213	-	-	49 925
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
Total						
Immobilisations Corporelles (II)	41 712	-	8 213	-	-	49 925



• Amortissement de l'actif Immobilisé :

Amortissements de l'actif immobilisé	Valeur début exercice	+	-	Valeur fin exercice
		Augmentations	Diminutions	
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	4 560	-	-	4 560
Terrain	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions inst. générales, agencés, amén. constr.	-	-	-	-
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencés, aménag. divers	-	-	-	-
Autres immo. corp.- Matériel de transport	-	-	-	-
Autres immo. corp. ,Matériel de bureau et informatique, mobilier	38 919	2 753	-	41 672
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Total Amortissement Immobilisations Corporelles (Total III)	38 919	2 753	-	41672
TOTAL GENERAL	43 479	2 753	-	46232

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Etat des créances	Montant Brut A 1 an au plus A plus d'un an		
Créances rattachées à des participations	200 547	200 547	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-
Autres	39 194	39 194	-
Charges constatées d'avance	803	803	-
TOTAUX	240 544	204 544	-
<i>Prêts accordés en cours d'exercice</i>	-	-	-
<i>Remboursements obtenus en cours d'exercice</i>	-	-	-

Les produits à recevoir d'un montant de 39 194€ correspondent aux remboursement de formation à hauteur de 38 294€.



Informations sur les postes du passif du bilan :

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé " excédent " et le résultat négatif " déficit ". L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Tableau de Variation des Fonds Propres ESSMS :

Variation des fonds Propres	Début Exercice	Affectation du résultat	+	-	Fin exercice
			Augmentation	Diminution / Consommation	
Fonds propres sans droit de reprise	-				-
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Écarts de réévaluation	-				-
Réserves	109 060	- 4233			104 827
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	109 060	- 4233			104 827
Report à nouveau	227 492	9 383			236 875
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-70 240	1 113			-69 126
Excédent ou déficit de l'exercice	5 150	- 5 150	41 855		41 855
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.	-3 120	-3 120	28 580		
Situation nette	341 702	0	41 855	-	383 557
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	-				-
Droit des propriétaires - Comodat	-				-
TOTAUX	341 702	0	41 855	-	383 557



Résultat de L'exercice :

Détermination du Résultat Effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat Comptable	41 855	5 150
Reprise du Résultat antérieur		20 361
Excédent ou Déficit effectif Global	41 855	25 511
Dont résultat effectif sous gestion propre	13 275	17 241
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	28 580	8 270

Informations sur les provisions pour risques et charges :

- Passifs et provisions :

Provisions :

Provisions	Solde ouverture	Augmentation (+)	Diminution (-)	Solde clôture
Réglementées	-	-	-	-
Pour Risques	-	-	-	-
Pour Charges	72 795	1 639	-	74 434
TOTAUX	72 795	1 639	-	74 434

Provisions	Nature Augmentations			Nature Diminutions		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Réglementées						
Pour Risques						
Pour Charges	1 639					
TOTAUX	1 639	-	-	-	-	-



Nature Provisions Pour Risques et Charges	Solde ouverture	Augmentation (+)	Diminution (-)	Solde clôture
Provision Pour Risque (1)	-	-	-	-
Provisions sur legs ou donations	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (2)	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	72 795	-	-	74 434
TOTAUX	72 795	1 639	-	74 434

	Montant début exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant fin exercice
Provisions pour risques	-						-
Provisions pour charges	72 795		1 639				74 434
TOTAUX	72 795	-	1 639	-	-	-	74 434

Pensions, Retraites et versements similaires :



La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02.

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 74 434 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2024
- o Taux d'actualisation : 3.38 %
- o Méthode de calcul : ANC 2021
- o Convention collective : Aide à domicile (accompagnement, soins et services)
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- o Table de mortalité : INSEE 2020-2022 - données prov.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)

- o 64 ans pour la catégorie : Cadres ADM I
- o 64 ans pour la catégorie : Employés AVS
- o 64 ans pour la catégorie : Employés TISF
- o 64 ans pour la catégorie : Employés ADM I
- o 64 ans pour la catégorie : RESP SECTEUR ADM I

- Progression de salaires

- o 2% Constant pour la catégorie : Cadres ADM I
- o 2% Constant pour la catégorie : Employés AVS
- o 2% Constant pour la catégorie : Employés TISF
- o 2% Constant pour la catégorie : Employés ADM I
- o 2% Constant pour la catégorie : RESP SECTEUR ADM I

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 74 434 euros

- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : -1 639 euros

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

Engagement Retraite	Indemnités de départ à la retraite	Engagement de pension à d'anciens dirigeants	Cotisations Mutuelles prises en charge pour salariés partis en retraite
Provisionné	74 434		
Non Provisionné			
TOTAUX	74 434	-	-



État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus de 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	39 579	39 579	-	-
Dettes fiscales et sociales	312 285	312 285	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	-	-
Autres Dettes	5 595	5 595	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAUX	357 459	357 459	-	-
<i>Emprunts souscrits sur l'exercice</i>	-	-	-	-
<i>Emprunts Remboursés sur l'exercice</i>	-	-	-	-
<i>Emprunts et Dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture</i>	-	-	-	-



Autres informations :

Informations sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature :

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

La rémunération de la direction de l'association n'est volontairement pas indiquée afin de ne pas

Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan :

Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie :

Catégorie	Effectif Moyen
Cadres	1.55
Agents de maîtrise et techniciens	20.56
Employés	19.89
TOTAL	42

